



Lettre n° 305 du 15 octobre 2023

Au sommaire :

- **Non à l'instrumentalisation du drame d'Arras. Contre Macron-Darmanin-Le Pen, ni dialogue social ni unité républicaine, une unité de classe internationaliste** - Galia Trépère
- **L'État d'Israël organise un massacre de masse contre le peuple palestinien avec l'aide et le soutien des USA, de la France et de l'Otan** - Yvan Lemaitre

Non à l'instrumentalisation du drame d'Arras. Contre Macron-Darmanin-Le Pen, ni dialogue social ni unité républicaine, une unité de classe internationaliste

L'ignoble assassinat, trois ans après celui de Samuel Paty, vendredi à Arras d'un enseignant de 57 ans, Dominique Bernard, par un jeune de 20 ans d'origine tchétchène fiché S pour radicalisation, soulève la révolte et la colère. Le passé de ce jeune qualifié de « *terroriste* », brisé par la guerre, l'exil, la violence sociale, familiale, religieuse illustrent la misère que produit la folie de ce monde. Et comment s'étonner que le déferlement de fer et de feu sur Gaza, les propos de haine tenus contre les Palestiniens, les discours racistes d'extrême droite de Netanyahu et des intégristes religieux sionistes dont le gouvernement se dit totalement solidaire ne réveillent en retour les haines obscurantistes d'intégristes islamistes. La politique militariste du gouvernement français à laquelle l'ensemble des dirigeants des partis politiques ont donné, quant au fond, leur aval en participant à la réunion convoquée par Macron jeudi à l'Élysée, le soutien sans réserve ni retenue de celui-ci à l'État israélien et au siège de Gaza ne peuvent qu'accroître les tensions.

Macron et Borne ont prétendu qu'ils voulaient éviter « *l'importation du conflit* » entre l'État israélien et les Palestiniens pour justifier l'ouverture d'enquêtes judiciaires et l'interdiction de toute manifestation pour motif de solidarité avec les Palestiniens. Il est évident que leur soutien inconditionnel à l'expédition punitive israélienne contre Gaza ne peut aboutir qu'à l'effet inverse.

Non à leur unité républicaine !

Lors de son intervention jeudi soir à la télévision, Macron a donné le ton, il a soutenu l'offensive barbare de l'État Israélien contre la population palestinienne en invoquant

« *le droit de se défendre* » d'Israël et en refusant ce même droit au peuple palestinien qui subit depuis des décennies une véritable oppression coloniale. Il a stigmatisé la solidarité avec les Palestiniens en faisant l'amalgame entre cette solidarité élémentaire et l'antisémitisme, le terrorisme, le Hamas et appelé à serrer les rangs derrière lui dans « *l'unité républicaine* ».

Et maintenant le gouvernement instrumentalise les événements dramatiques d'Arras, l'extrême droite fait des surenchères. Darmanin a décrété l'alerte « *urgence attentat* » et la mobilisation de 7 000 militaires. Un déploiement de forces qui vise toute la population, bien impuissant à empêcher les éventuels passages à l'acte et gestes désespérés que leur politique de stigmatisation des musulmans encourage de fait. Cette dernière ne peut qu'accroître et intensifier les tensions.

Cette politique s'inscrit dans une logique militariste qui se renforce et s'accroît chaque jour, doublée d'une propagande sécuritaire, xénophobe, anti-migrants et d'une offensive répressive que Le Pen ne peut qu'applaudir.

Nous ne sommes pas de cette « *unité républicaine* » derrière Macron. Nous ne nous laisserons pas enrôler dans cette unité qui vise à nous faire taire pour nous imposer les diktats de la bourgeoisie et de son pouvoir.

Non au jeu de dupes volontaires de la conférence sociale

La lutte contre l'autoritarisme et la démagogie d'extrême droite est indissociable de la lutte pour les droits sociaux et démocratiques qui devrait être l'affaire de tout le mou-

vement ouvrier, des organisations syndicales en particulier de l'éducation et des organisations de jeunesse. Elle participe d'une lutte d'ensemble pour inverser les rapports de force et pour cela ne doit pas craindre de s'affronter à la propriété privée capitaliste et à son État.

Ce n'est pas la politique des directions syndicales réunies dans l'intersyndicale -CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU- qui appelaient les salariés à se mobiliser, vendredi, « *contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes* », selon les termes de leur communiqué commun. La faiblesse des manifestations illustre à quel point cette journée sans lendemain, appelée pour « *faire pression* » sur la conférence sociale du 16, ne répondait en rien aux besoins de la situation.

La dégradation de la situation sociale et politique, la guerre exigent d'autres réponses que la routine des appareils syndicaux ou de la gauche parlementaire. Un débat est indispensable au sein du monde du travail, dans nos organisations sur quelle stratégie adopter pour faire face à la guerre de tous les instants que le gouvernement et ses commanditaires capitalistes mènent contre les travailleurs, les jeunes, les pauvres, les peuples opprimés. Comment croire qu'on puisse obtenir ne serait-ce que l'augmentation des salaires et des minimas sociaux, leur indexation sur la hausse des prix, sans changer le rapport de forces entre les classes, sans remettre en cause le pouvoir des classes dirigeantes et leur système d'exploitation, le capitalisme ?

Interviewées dans *La Tribune du Dimanche*, les dirigeantes de la CGT et de la CFDT, Sophie Binet et Marylise Léon, dénonçaient : « *plus d'un tiers des Français disent ne pas manger trois repas par jour* », « *plus de 40 % des branches ont des minima conventionnels inférieurs au smic* », « *200 milliards d'euros d'aides publiques [sont versés] chaque année aux entreprises* » et « *encore 25 % d'écart entre les salaires des femmes et ceux des hommes* ». Oui, mais ce n'est pas la conférence sociale du 16 octobre qui apportera la moindre réponse à la vie chère, au chômage et à

la précarité, au recul général des conditions de travail et de vie.

Une des revendications essentielles des salariés aujourd'hui contre l'inflation, l'augmentation des salaires, et leur indexation sur le coût de la vie, a été repoussée par avance par la première ministre Borne quand elle a reçu cette semaine la CGT.

Alors, à quoi bon se rendre à cette conférence dite « *sociale* » du 16 octobre, sinon pour conforter leur rôle de partenaires du patronat et du gouvernement et pour en fin de compte avaliser leur politique, le piège du dialogue social qui rejoint celui de l'unité républicaine, l'unité nationale !

Notre unité internationaliste de classe

Les appareils syndicaux ont tourné la page du mouvement contre la réforme des retraites pour faire valoir auprès du gouvernement et du patronat leur rôle de partenaires sociaux qui négocient les reculs imposés à l'ensemble de la classe ouvrière. Ils ferment les yeux sur la situation réelle de toutes les victimes de l'exploitation capitaliste, ici et dans le monde entier, pour continuer leur routine bureaucratique, préserver leurs intérêts d'appareils qui n'ont rien à voir avec ceux des travailleurs.

Il devient de plus en plus évident que le train-train syndical ne répond pas à la situation que le capitalisme et ses serviteurs politiques ont créée par la guerre qu'ils mènent contre tout ce qui fait obstacle à la perpétuation de ce système d'exploitation failli, qui ne se survit que par la régression sociale et la guerre.

Un vaste débat s'ouvre sur les moyens de faire face à la catastrophe sociale depuis déjà longtemps en cours, à la guerre contre les peuples, à la dictature qui est en train de s'installer. Il devra discuter des voies et moyens de regrouper toutes celles et ceux qui ne veulent pas se soumettre, militants de la lutte, de la démocratie, de la solidarité internationale, du progrès et de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Galia Trépère

L'État d'Israël organise un massacre de masse contre le peuple palestinien avec l'aide et le soutien des USA, de la France et de l'Otan

Chacun comprend et partage la stupéfaction et l'effroi devant la violence aveugle et sanglante déchaînée par le Hamas le 7 octobre contre Israël et sa population mais quel aveuglement, quelle haine faut-il pour ne pas comprendre que cette violence surgit d'une violence, d'atrocités quotidiennes bien pires encore que subissent en permanence les Palestiniens condamnés à croupir à Gaza. Cette enclave côtière d'une superficie d'environ 300 km² où sont regroupés plus de 2 millions de femmes, d'enfants, d'hommes, véritable camp de concentration

soumis à un blocus aérien, maritime et terrestre depuis 16 ans. Violences quotidiennes que l'armée israélienne exerce aussi en Cisjordanie protégeant les colons et les terres arrachées aux Palestiniens, l'humiliation, l'indignité quotidienne d'un apartheid matérialisé par un mur.

Quel moyen le peuple palestinien a-t-il de faire entendre sa voix, de se battre pour son droit à une terre et un État alors que l'État théocratique et colonial d'Israël l'a privé par la guerre et la terreur de ses droits les plus élémentaires. Quel moyen le peuple palestinien a-t-il d'exister

alors qu'Israël bafoue les résolutions de l'ONU et le droit international comme aujourd'hui encore en lançant des représailles sanglantes contre la population de Gaza assiégée, bombardée, privée d'eau, d'électricité, de gaz, dans le même temps qu'ils bombardent le Sud-Liban, et cela avec le soutien des États Unis, de toutes les puissances occidentales, de l'Otan. Ce soutien n'est pas que politique, il est militaire puisque Biden a dépêché le porte-avions US Gerald Ford au large des côtes israéliennes, se propose d'en envoyer un deuxième et s'apprête à envoyer des armes et des munitions à Israël dans la continuité de son soutien politique et militaire au sionisme qui a si bien servi ses intérêts contre le monde arabe au Moyen Orient.

Dans le but revendiqué de « *détruire le Hamas* », l'armée israélienne a lancé une guerre pour rayer de la carte Gaza écrasé sous les bombes. « *2,3 millions de personnes ont un pronostic vital engagé* » selon Médecins du monde du fait du manque d'eau et d'électricité. Un million d'entre elles sont contraintes par l'armée israélienne à fuir au sud de Gaza, une opération aux « *conséquences humanitaires dévastatrices* » selon l'ONU qui prépare une intervention terrestre. « *Ce n'est que le début* », claironne Netanyahu, le début d'une opération effrayante d'élimination d'un peuple.

Quelle indifférence, quel égoïsme national ou social, quelle peur de classe des opprimés quand ils se révoltent peuvent conduire à cette ignoble campagne menée par les États des grandes puissances et leurs médias au mépris de la réalité la plus choquante, brutale, révoltante.

Au-delà de la question de juger ou condamner le Hamas, il s'agit d'être résolument du côté de celles et ceux dont les droits les plus élémentaires sont bafoués, méprisés, qui sont humiliés quotidiennement par l'armée la plus puissante du Moyen Orient disposant de l'arme nucléaire, armée d'un pays riche soutenu par la première puissance mondiale. Comment ne pas être solidaires des parias victimes du terrorisme d'État d'Israël et du mépris arrogant et lâche des classes dominantes et de leurs serviteurs pris de panique devant le soulèvement de leurs victimes. Et comment ne pas comprendre que leurs attaques racistes visent non seulement les populations d'origine musulmane mais aussi, à travers elles, l'ensemble des exploités.

Nous rejetons tout intégrisme religieux qu'il soit islamiste, juif, chrétien ou autre, nous rejetons l'obscurantisme comme les méthodes de terrorisme aveugle et le nationalisme qui enferment le peuple palestinien, ainsi que les populations d'Israël, dans une impasse sanglante et donne des armes à ses ennemis, mais le Hamas lui-même n'est pas né de rien. Il est l'aboutissement de l'impasse des accords d'Oslo, de l'abandon des Palestiniens par les États arabes, de la pression croissante de l'impérialisme. Il est la réplique à l'évolution de l'État d'Israël, à la montée de l'extrême droite et de l'intégrisme juifs, l'aboutissement de la politique du pire menée par Netanyahu qui délibérément, en 2007, a aidé le Hamas à accéder au pouvoir à Gaza pour l'utiliser contre l'OLP et torpiller ainsi tout accord laissant l'espoir de déboucher sur un

État palestinien. Il est aussi le produit de l'impuissance du mouvement ouvrier à porter une politique internationaliste, en particulier au cœur même du système, dans les citadelles du capitalisme.

Nous réaffirmons sans la moindre réserve notre solidarité au peuple palestinien, à son soulèvement. La violence du 7 Octobre aussi choquante et inhumaine soit-elle est le produit de la violence barbare qu'exercent Israël et ses alliés contre lui ainsi que de la violence de l'exploitation et de l'oppression que la domination capitaliste exerce partout dans le monde.

Une campagne raciste et belliciste contre le peuple palestinien, contre tous les opprimés et exploités

Les dirigeants de ce monde capitaliste qui portent une lourde responsabilité dans la tragédie du Moyen Orient ont adopté la même ligne de justification de leur politique criminelle qu'à l'égard de la guerre d'Ukraine, le déni des faits, de l'histoire, occulter leurs propres agissements, le mensonge et l'hypocrisie que colportent en boucle médias et politiciens, une large partie de la gauche, toute honte bue, mêlant sa voix à ce concert sinistre.

La propagande belliciste occidentale l'emporte sur tout effort de comprendre, abrute les consciences. L'embrigadement de l'opinion, la volonté d'imposer le point de vue officiel du camp occidental contre ceux qui « *combattent notre mode de vie et nos valeurs* », les bombes idéologiques voudraient étouffer le bruit des bombardements qui massacrent des civils à Gaza.

Mardi, Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz, la première ministre italienne Georgia Meloni, le premier ministre britannique Rishi Sunak et Biden ont publié une déclaration cynique qui soutient Netanyahu et dénonce le Hamas. Soulignant « *notre soutien inébranlable et uni à l'État d'Israël et notre condamnation sans équivoque du Hamas et de ses effroyables actes de terrorisme. [...] Au cours des prochains jours, nous resterons unis et coordonnés, en tant qu'alliés et amis communs d'Israël, pour veiller à ce qu'Israël soit en mesure de se défendre* ».

Zelensky, qui se croit encore le directeur de conscience de ses maîtres, la voix de l'Europe et de l'Otan, a condamné les Palestiniens qualifiés de « *terroristes* » pour affirmer « *le droit d'Israël de se défendre est incontestable[...] Le monde doit être uni et solidaire pour que le terrorisme ne parvienne pas à soumettre ou supprimer la vie en tout lieu et à tout moment* ». Et il vient de recevoir l'assurance que l'aide des États-Unis et de l'Otan à l'Ukraine sera « *constante et ininterrompue* ».

Ici, au Parlement, l'insipide Borne faisant fonction de Première ministre retrouve toute sa hargne pour accuser : « *A l'extrême gauche, la violence verbale est assumée, la recherche du chaos revendiquée. [...] Les positions de La France insoumise sont bien connues, avec beaucoup d'ambiguïté, avec de l'antisémitisme, donc en effet, c'est parfois une façon aussi de masquer une sorte d'antisémitisme* ». Le Parti Socialiste est encore pire. Le député

Guedj parle « *aux idiots utiles des terroristes du Hamas qui les exonèrent en relativisant au nom de l'impasse politique du conflit israélo-palestinien, de la poursuite de la colonisation, de Netanyahu... vous me dégoûtez. Qu'on en trouve à gauche est insupportable.* »

L'antisionisme est qualifié d'antisémitisme avec la bénédiction de Le Pen. Le « *soutien indéfectible à la lutte du peuple palestinien dans toutes ses modalités et formes de lutte, y compris la lutte armée* » devient un délit passible des tribunaux. Les manifestations de solidarité sont interdites. Le NPA de Philippe Poutou est visé par une enquête pour apologie du terrorisme. La LFI et Jean Luc Mélenchon sont la cible de toutes les infamies.

Et s'il y a une recrudescence de l'antisémitisme, le responsable en est le nationalisme et l'intégrisme religieux sioniste mis au service des intérêts des vieilles puissances impérialistes en guerre pour perpétuer leur domination faillie. Ce nouvel antisémitisme est le poison que fabriquent et distillent tous les politiciens aux ordres qui identifient l'anti-sionisme à l'antisémitisme, les juifs à l'extrême droite et à la terreur d'État contre un peuple désarmée, qui justifie le déchaînement de violence barbare contre une population enfermée sans défense face à l'aviation qui la bombarde.

Et c'est consciemment, la tête froide, que les maîtres du monde, leurs serviteurs à la Le Pen instrumentalisent l'antisémitisme pour justifier les crimes du sionisme, leurs crimes et nourrir au sein des puissances occidentales le racisme contre les musulmans, l'islamophobie.

Le siège de Gaza, la guerre punitive de Netanyahu, « un crime contre l'humanité »

La riposte israélienne, « *Glaives d'acier* », est une fuite en avant répressive et punitive d'autant plus féroce et criminelle que Netanyahu y joue son propre pouvoir lui qui, empêtré depuis des mois dans ses démêlés judiciaires, veut éviter de finir en prison en mettant au pas la Cour suprême par une réforme de la justice qui a provoqué un profond mouvement de colère, d'énormes manifestations qui ont secoué le pays depuis plusieurs mois au point que les réservistes israéliens, indispensables à l'armée, s'étaient mis en grève. Beaucoup jugent Netanyahu responsable de la passivité de l'armée prise par surprise non seulement par mépris des Palestiniens mais aussi parce qu'elle était principalement investie en Cisjordanie pour y soutenir les colons et les religieux qui en ont fait leur territoire de conquête ou démobilisée par la campagne contre l'offensive d'extrême droite contre les droits démocratiques de Netanyahu pour sauver son pouvoir.

La constitution d'un gouvernement de guerre dans l'objectif déclaré selon les propos de Netanyahu d'« *éradiquer de la Terre cette chose appelée le Hamas, qui est le Daech de Gaza* » est un premier pas pour affirmer « *l'unité du peuple* » derrière lui et son gouvernement d'union nationale.

La coalition d'ultra-orthodoxes et de sionistes intégristes religieux formée par Netanyahu, suprémacistes juifs,

partisans assumés d'un nettoyage ethnique des territoires palestiniens, a tout intérêt à une guerre à Gaza, et à un embrasement des territoires et des villes arabes israéliennes, où ils attisent les tensions depuis des mois.

« *Pas d'électricité, pas d'eau, pas de gaz, tout est fermé* », a déclaré Yoav Gallant, ministre de la défense. « *Nous combattons des animaux et nous agissons en conséquence* » au mépris du droit international humanitaire rappelé par l'ONU : « *l'imposition de sièges qui mettent en danger la vie des civils en les privant de biens essentiels à leur survie est interdite par le droit international humanitaire* ». Qu'importe à l'État d'Israël, il ne connaît que la loi du talion.

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, est venu à Tel Aviv pour endosser la responsabilité des USA dans cette expédition punitive quelle qu'en soit l'évolution, bien conscient que la demande de Tsahal qu'un million de Palestiniens évacuent le nord de la bande de Gaza vers le Sud annonce son offensive terrestre et la tragédie qui s'en suivra avec tous les risques d'extension de la guerre. Netanyahu et les USA semblent vouloir pousser ce qu'ils croient être une opportunité le plus loin possible pour en finir avec la question palestinienne et imposer leur ordre au Moyen Orient.

Israël ou le peuple-soldat au service des grandes puissances occidentales

Le soutien indéfectible apporté par Biden à Israël est dans la continuité de la politique passée des USA qui, depuis 75 ans, depuis la création de l'État d'Israël, en ont fait leur place forte au Moyen Orient, l'instrument de leur politique pétrolière et de maintien de l'ordre. Fin juillet, bien avant l'offensive du Hamas mais conscient des conséquences possibles de la politique de Netanyahu, le porte-parole du département d'État américain, Vedant Patel, anticipait : « *Il n'y aura pas de réduction ou d'arrêt de l'aide militaire, et c'est parce que notre engagement envers Israël et envers la sécurité d'Israël est à toute épreuve. Notre partenariat avec Israël est sans faille* », la continuité d'une politique.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Depuis sa fondation par le fer et le feu, l'État d'Israël est un appendice de l'impérialisme.

Israël a ignoré toutes les résolutions de l'ONU, poursuivant et approfondissant son expansion coloniale avec des colonies illégales dans les espaces palestiniens de plus en plus réduits, provoquant, attaquant et massacrant la population civile.

Toute l'histoire du sionisme et d'Israël est inscrite dans la politique des grandes puissances impérialistes, d'abord à la fin de la première guerre mondiale avec l'appui de la Grande Bretagne quand la Palestine était une colonie de sa Majesté puis au lendemain de la deuxième guerre mondiale après le drame de l'holocauste.

Les deux peuples auraient pu coexister pacifiquement mais ils ont été instrumentalisés par les USA et les grandes puissances dans une fuite en avant d'affrontements et d'escalades guerrières jusqu'à la guerre actuelle pour la liquidation de la question palestinienne qu'a engagée Netanyahu porté par ses ambitions paranoïaques.

La logique expansionniste du sionisme

Netanyahu affirmait, le 9 octobre, que son pays allait « *changer le Moyen-Orient* ». Auparavant, le 22 septembre, dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies, il avait présenté une carte du « *nouveau Moyen-Orient* » où l'Etat d'Israël s'étendait du Jourdain à la mer Méditerranée et construisait un « *corridor de paix et de prospérité* » avec les Etats arabes dans toute la région, y compris l'Arabie saoudite. Cette carte effaçait tous les territoires palestiniens. Et de commenter : « *Je crois que nous sommes à l'aube d'une avancée plus spectaculaire encore : une paix historique entre Israël et l'Arabie saoudite. Une telle paix contribuera grandement à mettre fin au conflit israélo-arabe* ».

Le discours était sans ambiguïtés. La paix, c'est l'éradication de la question palestinienne et l'entente avec les pays arabes contre eux. Symbolisée par les Accords d'Abraham de 2020, cette politique devait aboutir à la reconnaissance d'Israël par l'Arabie Saoudite au prix du renoncement à un Etat palestinien.

Netanyahu enterrait trop vite la résistance palestinienne et l'offensive du Hamas a remis en cause ce projet mais la guerre terrestre qui s'annonce à Gaza montre la détermination de Netanyahu et de ses patrons américains à mener à terme ce qu'ils croient être la condition de la stabilité de leur domination au Moyen Orient, l'éradication de la question palestinienne.

Anticipant de nouvelles tensions avec les pays arabes, Biden a déclaré : « *À tout pays, à toute organisation, à quiconque envisage de tirer parti de cette situation, je dis ceci : ne le faites pas. La réponse des États-Unis sera rapide, décisive et écrasante* ». Le même langage que Netanyahu à quoi l'Iran réplique : « *L'Amérique veut permettre à Israël de détruire Gaza et c'est une grave erreur. Si les Américains veulent éviter que la guerre se développe dans la région, ils doivent contrôler Israël [...] Si les crimes israéliens ne sont pas stoppés, on ne sait pas ce qui va se passer* ».

Le discours de Biden est un avertissement pour le monde entier. La première puissance mondiale poursuit son offensive diplomatique-militaire dont la guerre d'Ukraine a été un moment clé. Elle engage une nouvelle bataille pour affermir le camp occidental et mesurer les rapports de force entre puissances capitalistes. C'est aussi une guerre de classe qu'ils mènent pour soumettre les peuples et les consciences à leur militarisme. Elle pourrait se retourner contre eux en accélérant les prises de conscience. Ils sèment la colère, la révolte à travers le monde. Ils montrent à toutes et tous le visage odieux de leur domination qui ne peut se perpétuer que par la militarisation du monde en

se donnant aux forces de l'obscurantisme religieux, d'un nouveau fascisme qui n'a plus à combattre la démocratie que le développement capitaliste a totalement soumise à ses intérêts. Les institutions ne sont plus que le théâtre où se joue la comédie sinistre qui justifie la perpétuation d'un ordre barbare et voudrait nous en rendre complice.

Pas plus en Israël que dans le monde il ne peut y avoir de démocratie, de respect des droits des peuples sans en finir avec cet ordre.

Pour une Palestine laïque et socialiste, la solidarité internationaliste des travailleurs et des peuples

Les travailleurs, les exploités et les opprimés, la jeunesse ne pourront remporter la victoire dans cette bataille qui s'est engagée avec la guerre d'Ukraine, qui se poursuit en Azerbaïdjan, en Afrique et franchit une nouvelle étape avec la guerre d'Israël pour l'éradication du peuple palestinien, qu'à condition de tirer les leçons de la tragédie sanglante de cette guerre sans fin dans laquelle les grandes puissances occidentales, les USA ont enfermé le peuple palestinien et le peuple juif.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes instrumentalisées tant par les grandes puissances que par les puissances régionales arabes réactionnaires ont creusé un fossé de sang entre les deux peuples au point de rendre inimaginable une autre issue que l'impossible victoire définitive de l'un sur l'autre, un piège mortel.

La tragédie du peuple palestinien devient le symbole mondial d'une double faillite, celle des grandes puissances occidentales, les anciennes puissances coloniales et impérialistes, et celle du capitalisme qu'elles ont imposé par les armes à toute la planète entraînant les peuples et les exploités dans une folle course au profit, la concurrence et la mondialisation de la guerre.

Dans ce monde il n'y a ni démocratie, ni liberté, ni droit des peuples possibles. La question nationale est entièrement subordonnée aux rapports de concurrence, de rivalités entre puissances capitalistes. La démocratie dans toutes ses dimensions est entièrement subordonnée à la capacité des classes exploitées et opprimées à exercer le pouvoir.

La propagande mensongère et crapuleuse des dirigeants de ce monde et leurs actes guerriers soulèvent à travers le monde un vent de colère qui deviendra une tempête pour balayer leur folie rétrograde.

Aujourd'hui les vents contraires l'emportent mais ils sont bien impuissants à maîtriser les soulèvements pour la défense des droits du peuple palestinien, contre le nationalisme pour la solidarité internationale.

Cette solidarité internationale de la jeunesse et de la classe ouvrière ne peut se laisser paralyser par des appels creux à « *la paix* » et à la « *désescalade des tensions* », à « *la communauté internationale* », c'est à dire aux classes dirigeantes. Des décennies de résolutions de l'ONU et d'accords internationaux non seulement n'ont pas fait

avancer la cause Palestinienne mais bien au contraire elles ont laissé les mains libres à Israël pour poursuivre la guerre et ses exactions.

Elle a besoin d'une politique lucide qui ne craigne pas de s'attaquer aux bases matérielles de l'oppression et de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses palestiniens, mais aussi des masses laborieuses juives : la propriété privée, la domination des classes capitalistes en Israël mais aussi en Palestine, ainsi qu'aux intérêts des grandes puissances, premières responsables du drame qui perdure depuis 75 ans dans la région, ou des Etats réactionnaires

arabes qui n'ont cessé de trahir et de marchander la lutte du peuple palestinien.

La seule perspective viable ne pourra naître que de l'union des classes exploitées du Proche et du Moyen Orient en lien et solidarité avec la lutte des travailleurs des puissances capitalistes en particulier occidentales, une Palestine binationale, unie et laïque, démocratique, socialiste dans le cadre d'une fédération socialiste des Etats du Moyen-Orient.

Yvan Lemaitre